

Van: no-reply@crisp.be
Verzonden: vrijdag 8 maart 2013 2:21
Aan: Veerle Solia
Onderwerp: CRISP | Nouveautés : "Négociations dans l'enseignement", "Mandats en Wallonie"

Si ce message ne s'affiche pas correctement, [cliquez ici](#)

CRISP

Centre de recherche et d'information socio-politiques

Dernières publications

8 mars 2013



[du 7 au 11 mars](#)

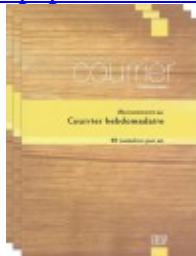
[STAND 406](#)

Pour tout abonnement au *Courrier hebdomadaire* souscrit en mars 2013, les nouveaux abonnés recevront tous les numéros à paraître d'ici fin juin (dix numéros gratuits au minimum, achevant l'abonnement 2012-2013) [Cliquez ICI](#)

[Courrier hebdomadaire](#)

40 numéros par an

[Version papier et électronique](#)



[Commander en ligne](#)

[Cliquez ICI](#)

La négociation sectorielle dans l'enseignement

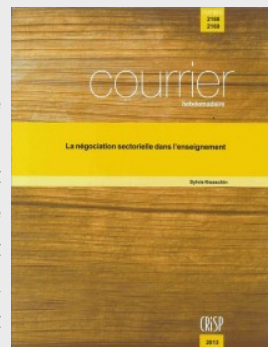
par S. Kwaschin, 59 p. | 12,40 €

Le décret du 15 décembre 2010 introduit une importante nouveauté dans le secteur de l'enseignement en Communauté française. Jusqu'alors, la négociation sectorielle réunissait l'autorité publique et les organisations syndicales représentant le personnel des réseaux publics. Aujourd'hui, elle est élargie et est devenue tripartite : elle associe le gouvernement de la Communauté française, les organisations syndicales représentant les personnels de l'ensemble des réseaux et, enfin, les pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné libre et officiel. L'objectif de cette configuration atypique est de mettre fin à une situation où le réseau libre ne pouvait prendre part à des négociations dont les résultats s'imposaient pourtant à lui.

Sylvie Kwaschin analyse la mise en place, la spécificité et le fonctionnement du nouveau dispositif, ainsi que ses effets. Elle souligne les difficultés nées de l'articulation de deux logiques, l'une publique et l'autre privée, et met en perspective les critiques adressées à un processus qui n'est en réalité que partiellement tripartite. Elle montre également combien les projets de révision du nouveau système mettent en cause le rôle de l'autorité publique dans la concertation sociale.

Plus largement, ce *Courrier hebdomadaire* constitue une synthèse des relations collectives de travail dans le domaine de l'enseignement, centrée sur les acteurs et les lieux institutionnels de négociation.

Pour commander [cliquez ICI](#)



Le régime des mandats dans l'administration wallonne

par M. Petit Jean, 65 p. | 12,40 €



Afin de dépolitiser la fonction publique, la Région wallonne a instauré depuis 2003 un système de mandats pour les hauts fonctionnaires de son administration. Cette mesure vise à rendre plus transparentes les procédures de sélection et de promotion des agents. Elle doit également permettre d'améliorer la communication des ministres avec leurs administrations, d'évaluer l'action publique et d'accroître l'attractivité des emplois publics.

Chacun des gouvernements wallons successifs ayant tenu à y apposer sa marque, le système a déjà connu deux importantes réformes : l'une en août 2006 et l'autre en septembre 2012. Bien que cette matière soit située hors du champ de compétences du Parlement wallon, l'opposition a suivi de près ce processus par le jeu des questions et interpellations. Maxime Petit Jean analyse les divers aspects du régime de mandats : son élaboration, son contenu et ses diverses évolutions. Il met ainsi en perspective les principaux éléments de la récente réforme : conditions d'accès à la fonction, formation requise, obtention du certificat de management public, procédures d'évaluation. L'auteur relève les positions des différents partis politiques face à ce système. Il note aussi que les syndicats ont peu pesé dans le processus décisionnel.

Pour commander [cliquez ICI](#)

Pour télécharger notre dépliant 'Dernières parutions - Février 2013' : [cliquez ICI](#)

Vous recevez cette newsletter car vous êtes inscrit(e) à la liste de diffusion du Crisp

Pour vous désabonner de cette liste, suivez [ce lien](#)

Pour mettre vos préférences à jour, suivez [ce lien](#)

Transférer ce message à quelqu'un [ce lien](#)

